

Revue trimestrielle de l'économie américaine (septembre à décembre 2003) : Un monde flou, flou, flou

Louis Lachapelle

Pourquoi, en ce début de nouvelle année, en sommes-nous réduits à ces arrière-pensées désagréables au sujet d'une économie américaine qui, à plusieurs égards, apparaît ronflante et souriante? Est-ce la multiplication des attaques commerciales menées sur tous les fronts, de la Chine jusqu'en Europe en passant par le Brésil? Est-ce plutôt ce cynisme qui se nourrit goulûment des nombreux scandales financiers et qui est désormais le lot quotidien de l'Amérique des affaires? Peut-être s'agit-il du désenchantement face à une reprise économique aux États-Unis, certes spectaculaire, mais qui n'arrive toujours pas, à moins d'un an des élections présidentielles, à se traduire par une recrudescence de l'emploi?

Peut-être que la morosité de notre actualité ne tient qu'à l'effondrement de certitudes que nous avons entretenues (trop) longtemps et dont on perçoit de plus en plus clairement la fin prochaine. Au-delà de la psychose sécuritaire érigée en mode de vie, l'année 2003 qui s'achève, et ce dont témoigne le panorama économique, aura révélé l'apothéose du cynisme tous azimuts au sud du 45^e parallèle. Ce cynisme se nourrit bel et bien de la fin de ces certitudes. Ainsi, on a peine à énumérer les différents dogmes qui, après avoir été des piliers de l'économie politique américaine au cours des trente dernières années, se présentent de plus en plus comme des reliquats d'une autre ère, celle de l'avant-11 septembre. Bref, un sentiment sourd et angoissant envahit l'Amérique : ce

sentiment des temps qui changent. Parcours rapide de ce monde flou, flou, flou

Premier signe : la politique monétaire. Comment dire le désarroi d'une génération d'économistes de Chicago entièrement, voire dogmatiquement, voués à la lutte à l'inflation et pour qui l'année 2003 a été une croisade contre la déflation. Toute l'armada monétaire de la *Fed* ayant été mise à profit, les taux d'intérêt au ras des pâquerettes, une dévaluation "ordonnée" du dollar, les réductions d'impôts en trillions de dollars et les autres déficits budgétaires; rien n'y fait: l'inflation ne transparait nulle part alors même que la productivité, qui, en principe du moins, devrait déterminer les salaires, bat tous les records. Mystère et boule de gomme. Est-ce à dire que cette armada qui servait à lutter contre l'inflation est curieusement impuissante à contrer des tendances déflationnistes? En cette ère d'unilatéralisme, s'étonnera-t-on que les logiques monétaires ne soient plus réversibles? Alors que la campagne électorale est bien amorcée, on est en droit de s'interroger sur les *Viagra* (marque déposée) monétaires qui pourraient stimuler (encore plus) l'économie américaine. Ainsi, c'est toute la vision du dollar fort, et de ses prétendues vertus, qui s'évanouit à mesure que l'euro gagne en valeur relative. Le fait que l'Amérique peine à composer avec un euro qui ne cesse de battre des records face au dollar tranche profondément avec les refrains galvaudés sur la prétendue omnipotence de l'Amérique.

Deuxième signe : le déficit du compte courant américain, qui témoigne de la dépendance des États-Unis face aux avoirs étrangers, surtout japonais et chinois, inquiète même le FMI qui ne manque pas de souligner qu'il s'agit d'un déficit sans précédent pour un pays industrialisé. Le FMI souligne que cette dette extérieure est plus attribuable à un faible taux d'épargne qu'à des investissements élevés. En d'autres termes, les Américains consomment, et s'endettent, avec la légèreté de ceux qui croient que d'autres paieront la note. Autant les hausses de l'euro que de l'or illustrent bien que les investisseurs cherchent désormais de nouvelles valeurs-refuges. Tout en diminuant sa marge de manœuvre face aux puissances asiatiques, les États-Unis se voient contraints de ne soutirer que des concessions "cosmétiques", comme on dit à Washington, de la part de compétiteurs d'autant plus impitoyables qu'ils président à cette croissance économique exceptionnelle mais sans emplois en Amérique. Nul besoin de chercher midi à quatorze heures pour expliquer ce chômage incompressible à l'aune de la plus forte croissance économique des dernières décennies, associée elle-même à des gains de productivité historique et des profits records : la base manufacturière américaine est de plus en plus "dépendante" des opérations outre-mer. Ainsi, l'Amérique questionne désormais le fait, qui était la boutade de Franklin Delano Roosevelt, que "ce qui est bon pour GM, est bon pour l'Amérique".

Troisième signe : la politique commerciale. Sur ce front, pas de doute possible : un désastre intégral et complet. Après la faillite de Cancun en septembre, voilà l'Amérique aux prises, en quelques semaines, avec l'échec (évidemment "mitigé") des négociations en vue de la ZLÉA et les "piétinements" de la ronde de Doha. Comme si ces échecs multilatéraux et régionaux ne suffisaient, les États-Unis ont dû essayer des revers bilatéraux importants comme dans le cas de l'acier. À l'instar du terrorisme, l'ennemi commercial est partout, on doit donc tirer dans toutes les directions : la Chine, le Canada, l'Amérique latine et par-dessus tout, cette "Vieille Europe". Or, force est d'admettre que l'Union européenne (UE), même si elle peine à forger une véritable politique de défense commune, réussit cependant des offensives marquées sur le front de la politique commerciale. À peine quelques jours après les retournements passablement humiliants de Washington sur la question de l'acier, l'UE a récidivé en brandissant de nouvelles mesures de rétorsion à l'égard des incitatifs fiscaux américains aux exportations. Du côté de l'Amérique du Nord, le contentieux sur le bois d'œuvre continue d'envenimer les relations bilatérales entre le Canada et les États-Unis en dépit des remontrances des différentes

instances commerciales, tant au niveau de l'OMC que du tribunal de l'ALÉNA sur les différends.

On sait depuis longtemps que la politique commerciale américaine est plutôt une auberge espagnole dont l'enseignement est bien celle du pragmatisme, voire de l'opportunisme et de l'à-Dieu-va. En cette ère de l'après-11 septembre, et alors qu'il n'a jamais été aussi difficile de distinguer les éléments de politique étrangère de la politique commerciale comme nous l'enseignent les relations transatlantiques houleuses, on voit mal comment l'ordre du jour commercial au niveau des Amériques, sans parler de la ronde de Doha, dont les échéanciers apparaissent de plus en plus hallucinés, pourrait se conclure dans une ZLÉA de plus en plus chimérique. Les conclusions du sommet de Monterrey, où les avancées ont plus trait à l'immigration et la guerre en Irak, n'ont fait que confirmer le désœuvrement d'une régionalisation commerciale de plus en plus fastidieuse. À suivre.

Bref, prenant un peu de recul sur cette actualité qui se bouleverse, on retiendra 2003 comme l'année de toutes les dérives sémantiques et rhétoriques : vingt ans après le post-modernisme, les États-Unis traversent désormais une véritable dérive du sens. On ne sait plus très bien ce que les mots veulent dire, qui dit vrai, qui doit-on croire et quelle certitude a survécu à ces 365 jours de délits d'initiés, de présidence - entre autres - en rupture avec la presse, de journalisme « mis au lit » (*embedded*) en Irak, d'invention de menaces en tous genres, de faux rapports comptables et même de révisionnisme statistique. Pourquoi pas ? Après tout, près de 50 % des Américains croient qu'Elvis est toujours vivant et que les anges existent. Les armes de destruction massive, aussi.

Chronologie (morceaux choisis)

Janvier 2004

12 Au Sommet de Monterrey, le Mexique gagne sur la « légalisation » des immigrants temporaires aux États-Unis, le Canada sur les contrats en Irak et la ZLEA est reportée aux calendes américaines.

9 Pire qu'en novembre. Dans un rapport très attendu, le Bureau du Travail rapporte que 1 000 emplois ont été créés en décembre. Les analystes tablaient sur une croissance de 150 000. 309 000 Américains découragés ont cessé de chercher du travail faisant chuter le taux de chômage à 5,7%. Le Président Bush déclare qu'il s'agit là d'un "signe encourageant".

9 Le Président annonce son intention de faciliter le flux de travailleurs saisonniers ou temporaires aux États-Unis.

9 L'euro à un (autre) niveau record de 1,276 dollars É.U.

8 La Perle du jour. Richard Perle, l'éminence grise du Département de la Défense, qui a démissionné alors qu'il était soupçonné de malversations financières, déclare sur les ondes de PBS que « les Français sont incroyablement mal informés par leurs médias » en ce qui a trait à la guerre en Irak.

8 L'organisation républicaine rapporte que la campagne du Président Bush pour les primaires (républicaines qui n'auront pas lieu) a amassé 130 millions de dollars É.U.

6 Les ventes au détail de Noël étaient en hausse de 5,5% par rapport à 2002. Les analystes indiquent que Louis Vuitton et Tiffany ont mieux fait que Wal-Mart.

6 Le Bureau du Travail émet des suggestions à l'attention des employeurs afin de leur permettre d'éviter de payer des heures supplémentaires.

3 La croissance des commandes manufacturières atteint un sommet des 50 dernières années.

Décembre

Le Dow Jones termine l'année au-dessus des 10 000 points.

10 La *Fed* maintient les taux d'intérêt à 1% alors qu'elle anticipe un taux d'inflation de 1,8% (résultant

dans un taux d'intérêt réel de - 0,8%). Le *Financial Times* annonce que, dans un contexte déflationniste, il est préférable de mettre l'argent au congélateur.

10 Saviez-vous que. La *Fed* annonce, qu'après différentes « révisions » statistiques, il semblerait que l'économie américaine soit entrée en récession non pas, comme l'immense majorité des analystes le pensaient, à l'été 2001 (sous Bush) mais bien à l'été 2000 (sous Clinton). Ces révisions, qui ne s'appliquent pas aux données actuelles, font que la croissance au troisième trimestre a été de 8,2%.

10 Un sondage CNN indique que le président américain, de même que sa politique étrangère, est de plus en plus populaire auprès des Américains dont 48% (par rapport à 46% en novembre) ont indiqué qu'ils voteraient à nouveau pour le président Bush aux élections de novembre 2004.

5 « Seulement » 57 000 emplois ont été créés en novembre. Les analystes tablaient plutôt sur une création de 150 000 postes. Le Département du Travail se dit « déçu ».

4 Saviez-vous que (bis). Le milliardaire américain et important actionnaire de Chrysler, Kirk Kerkorian, annonce que l'alliance stratégique entre Chrysler et Mercedes, l'une des plus importantes transactions financières de l'Histoire, a été *en fait*, une prise de contrôle déguisée.

4 La productivité des travailleurs a augmenté de 9,4% au troisième trimestre soit la plus forte croissance des 20 dernières années. Les travailleurs américains produisent donc 20% plus qu'en 1998.

4 Moins d'une semaine après que l'Union européenne eut menacé Washington des plus importantes représailles commerciales de l'Histoire, le Président Bush lève les droits de douanes sur l'acier en provenance, notamment, de l'UE. Pascal Lamy déclare qu'il est "heureux de voir, qu'après deux ans de dispute, les États-Unis aient décidé de se conformer à leurs obligations internationales".

Novembre

25 Le Département du Commerce rapporte que les profits (après impôts) des entreprises se sont accrus de 10,6% au troisième trimestre. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 1992.

24 Le Congrès approuve un projet de loi réformant, à partir de 2006, l'assurance-santé aux États-Unis. Des déboursés supplémentaires de 400 milliards de

dollars É.U. seront prévus pour les dix années suivantes.

24 Le Département du Commerce décrète que la Chine fait du dumping de produits électroniques et que les mesures de rétorsion pourraient être rétroactives à août 2003.

20 La ZLEA des 34 pays s'échoue prématurément sur les plages de Miami alors que les États-Unis et le Brésil s'affrontent sur les barrières douanières. Les analystes cyniques, dont le New York Times, indiquent qu'il y a pire : on aurait pu répéter Cancun.

20 Poésie monétaire (ou « Y a-t-il un vie après l'exubérance irrationnelle des marchés? »). Alan Greenspan, le président de la Fed déclare que « les nuages sombres du protectionnisme naissant » menacent la reprise mondiale. Le New York Times y voit une critique voilée de l'administration Bush.

Octobre

30 Le Département du Commerce annonce que l'économie a cru de 7,2% au troisième trimestre de 2003. Du jamais vu depuis 1984.

30 Le *Center for Public Integrity* publie la liste des principaux donateurs aux partis politiques et les contrats reçus pour la "reconstruction" en Irak. Le gagnant est Halliburton avec des contrats de 2,3 milliards de dollars É.U. (alors que leurs dons n'étaient que de 2,4 millions de dollars É.U.). Mieux que Wall Street: 1\$ de don aux partis politiques rapporte en moyenne 1 000\$ de contrats. Le meilleur rendement? "Research Triangle Institute". Un don de 1 950 de dollars É.U. s'est traduit par des contrats de 466 millions de dollars É.U. Les compagnies étrangères ne figurent pas au palmarès.

23 Robert Zoellick, le Représentant au commerce durcit le ton à l'égard de la Chine. Washington menace de fermer le marché américain à la Chine si elle refuse de réévaluer le renminbi.

21 Tel père, tel fils. Washington annonce un déficit fiscal pour 2003 de 374,2 milliards de dollars É.U. Ce déficit record éclipse celui établi, en 1992, par George Bush père, soit de 290,4 milliard de dollars É.U. Pour 2004, on prévoit un nouveau record avec un déficit atteignant 500 milliards de dollars É.U.

20 Le *Conference Board* indique qu'en septembre, les indicateurs économiques avancés ont reculé pour la première fois depuis mars.

20 La pensée du jour (selon John Snow, Secrétaire au Trésor) : "Je parierais ma réputation sur une croissance de l'emploi avant Noël. Je parierais des dollars contre des beignes que l'emploi reprendra au cours des prochains mois."

20 La déclaration du jour (par Zhou Xiaochuan, gouverneur de la banque centrale chinoise). Écartant les appels de Washington en faveur d'une réévaluation du renminbi, usant d'un flegme bien chinois et paraphrasant des leçons souvent données par le FMI, il déclare que "le déficit commercial américain peut être attribuable à des déséquilibres structurels et un déficit fiscal aux États-Unis plutôt qu'au taux de change du renminbi".

Septembre

19 Le Bureau du Travail rapporte qu'entre 1993 et 2003, la proportion des travailleurs couverts par une assurance médicale payée par l'employeur s'est effondrée, passant du deux tiers au tiers. Moins de la moitié des travailleurs ont désormais une assurance médicale par le biais de leur employeur.

16 Le Vice-président Dick Cheney "estomaque" les experts américains en espionnage et ses propres collègues en indiquant les liens entre Al-Qaida et Saddam Hussein. Un ex-agent de la CIA déclare à ce sujet que "si vous le répétez suffisamment, les gens se convaincront qu'il s'agit de la vérité".

15 Le Secrétaire au Commerce, Donald Evans, s'en prend aux manquements de la Chine en matière de restrictions à l'endroit des firmes étrangères, de l'abolition des barrières tarifaires et de laxisme au sujet du piratage de logiciels.